

Prises de rendez-vous pour les étrangers : la préfecture de l'Isère de nouveau condamnée

🕒 27/10/2025 | 👁 4 min
📍 Par Florent Mathieu

FOCUS – La préfecture de l'Isère a de nouveau été sanctionnée par le tribunal administratif de Grenoble pour ses prises de rendez-vous dématérialisées mises en place à destination des étrangers. Les juges continuent en effet d'estimer que les services de l'État ne proposent pas d'alternatives à l'utilisation d'un téléservice, malgré de nouveaux dispositifs mis en place. La préfecture justifie, elle, le recours à la dématérialisation et assure qu'elle a permis d'améliorer les délais de traitement des dossiers.

Encore raté ? La préfecture de l'Isère s'est présentée devant le tribunal administratif de Grenoble, le mercredi 15 octobre 2025, pour défendre (de nouveau) sans succès son **mode d'accueil dématérialisé** des personnes étrangères. Au mois de mars, une première décision de justice lui avait intimé l'ordre de remettre en place un dispositif d'accueil physique. Un jugement **confirmé en juillet** avec, en prime, la mise en place d'une astreinte quotidienne de 500 euros à partir du 21 septembre 2025.



Les associations membres du collectif Bouge la pref devant le tribunal administratif, à l'occasion de l'audience du 15 octobre 2025. © Florent Mathieu – Place Gre'net

Pour sa nouvelle audience d'octobre, la préfecture comptait bien obtenir la reconnaissance de ses efforts. En l'occurrence, la mise en place d'un accueil, pour guider les personnes dans leur prise de rendez-vous numérique.

Pas de quoi satisfaire le collectif Bouge la pref, qui avait pour l'occasion **organisé un rassemblement** devant le tribunal administratif. « Ils appellent ça de la médiation numérique, donc on est très loin de l'accès physique ! », commentait alors Robert Seassau, président de l'Apardap.

La préfecture justifie les nouvelles modalités d'accueil

Sollicitée par Place Gre'net, la préfecture de l'Isère a (tardivement) donné les raisons de la mise en place d'un accueil dématérialisé. « Jusqu'à début 2024, 400 personnes se présentaient quotidiennement à la préfecture pour y déposer une demande de titre, 140 seulement obtenaient d'être reçues, et sur ces 140, seulement 70 voyaient leurs dossiers traités, les autres ne disposant pas d'un dossier complet. Ce fonctionnement ne pouvait perdurer » D'où le besoin de rendre obligatoire une prise de rendez-vous en ligne, justifie-t-elle.



Catherine Séguin, préfète de l'Isère. © Florent Mathieu – Place Gre'net

Et les services de l'État de vanter les bienfaits du dispositif. Les files d'attente devant l'entrée de la préfecture ont disparu, tandis que les délais de traitement de titres auraient été quasiment divisés par deux pour tomber à moins de quatre mois.

Quant au nombre de rendez-vous accordé aux usagers, il aurait connu une « *augmentation notable* ». Quand bien même les associations dénoncent des difficultés administratives récurrentes, qui avaient même mené à l'émergence d'un véritable trafic de rendez-vous, révélé par *Le Dauphiné libéré* en novembre 2024.

La préfecture met enfin en avant les mesures prises pour améliorer la situation. Par exemple, la plateforme « *Démarches simplifiées* » lancée en mars 2025, laquelle « a permis de traiter 11 482 demandes de rendez-vous entre le 17 mars et le 3 septembre 2025 » ¹.

Mais aussi l'envoi d'un SMS quand un titre de séjour est disponible, des procédures spécifiques pour certains profils, l'octroi automatique d'un second rendez-vous après remise d'un document provisoire, ou encore le doublement du nombre de « *points d'accueil numériques* » en préfecture, passés de quatre à huit.

Le tribunal administratif oppose... ses propres statistiques

Le tribunal administratif n'a pas changé de position pour autant. Dans son jugement **rendu le 22 octobre 2025**, il estime ainsi que la plateforme « *Démarches simplifiées* » ou les « *points d'accueil numériques* » tant vantés par la préfecture « *ne constituent pas des modalités alternatives à l'utilisation d'un téléservice* ». Ce qui est pourtant bel et bien demandé aux services de l'État en Isère. Quant au second rendez-vous automatique ou à l'envoi d'un SMS, ceux-ci ne seraient pas aussi effectifs que prétendu.

Pour ce qui est du dispositif de « *médiation numérique* », les juges concèdent que « *ces modalités sont pertinentes pour pallier certaines difficultés* » mais reprend les doutes sur leur efficacité exprimés par les associations « *sans être sérieusement contredites* ». De plus, « *ces modalités sont intrinsèquement liées aux procédures dématérialisées et ne constituent pas des modalités d'accueil, qui, par nature, sont alternatives à l'utilisation d'un téléservice* », persiste et signe le jugement.

Situation cocasse, le tribunal administratif oppose même ses propres statistiques à celles de la préfecture de l'Isère. En septembre 2025, Jean-Paul Wyss, président du TA, soulignait en effet **l'explosion des référés** en lien avec le droit des étrangers. Le jugement reprend les chiffres, et se montre cassant : « *Si l'appartient pas au tribunal d'apprécier l'efficacité du dispositif d'accueil mis en place [...], les données du tribunal ne permettent pas, en tout état de cause, d'en dégager l'effectivité* ».

Augmentation de l'astreinte à 600 euros par jour

Conclusion : « *Il résulte de tout ce qui précède que la préfète de l'Isère n'apporte pas d'élément nouveau impliquant qu'il soit mis un terme aux mesures ordonnées* » précédemment, tacle le tribunal administratif. Le jugement enjoint donc toujours à la préfète d'instaurer « *des mesures alternatives aux procédures dématérialisées* ». Et ceci dans un délai d'un mois, avec une astreinte revue à la hausse : 600 euros par jour en cas de non-respect de la décision de justice.



La préfecture de l'Isère. © Florent Mathieu – Place Gre'net

Quid de l'astreinte précédemment décidée ? Les juges ordonnent sa liquidation, autrement dit son versement, en la limitant toutefois à 5 000 euros. Une somme que doivent se partager les cinq associations requérantes, en l'occurrence l'Ada ², l'Apardap ³, l'ODDTI ⁴, l'IDH ⁵ et la Cimade. Le tribunal administratif condamne par ailleurs la préfecture à verser 500 euros supplémentaires à chacune des mêmes associations. En attendant une nouvelle audience ?